LE PAVAGE DES RUES DE SÉDERON EN 1789

Le dimanche 9 novembre 1788, **après la messe**, les deux consuls de Séderon (administrateurs de la Communauté), **en vertu du pouvoir à eux donné** par délibération des chefs de famille de la Communauté en date du 14 septembre dernier, réunissent dans la **maison de ville** (l'ancienne salle de mairie) les principaux chefs de famille intéressés par la **délivrance du prixfait** (acceptation du devis) à donner **au rabais** (au moins disant) pour **le pavé à faire de leur haute** (actuelle Grand Rue) **et basse rue** (actuelle Basse Rue), **de la basse rue de leur faubourg** (actuelle Bourgade) **et de celui du tour de leur fontaine sise à leur place**.

Pendant les 3 dimanches précédant cette réunion, la **délivrance du prixfait** a été affichée et publiée par le **valet de ville** (employé communal). Le jour de la réunion les consuls font allumer par le notaire de Séderon une chandelle et **à l'extinction d'icelle** ils acceptent le devis de **vingt six sols la toise quarée** (0,35 livres par m² de pavage) proposé par trois frères, **maîtres paveurs du lieu de Reillane**, car personne ne s'est présenté **qui ait fait une offre plus avantageuse**.

Un contrat est alors passé avec un des trois frères présent à la réunion, sous la forme d'un acte établi et enregistré par le notaire. Aux termes de cet acte, les trois frères doivent débiter le pavage de la Grande Rue et du **tour de la fontaine** dès le lendemain de la réunion et seront payés le 15 mai 1789 à la fin prévue de cette première tranche de travaux. Ils seront payés le premier novembre 1789 à la fin prévue de la seconde tranche de travaux (pavage de la Basse Rue et de la Bourgade). Ils n'auront donc pratiquement qu'une année pour remplir leur contrat. Le pavé devra être **bien uni, beau et de receipte** (correspondant à l'étendue spécifiée) et la Communauté ne fournira **ni pierres, ni terre, ni rien absolument** (ce qui laisse supposer que le pavage, comme les calades de Haute Provence, sera constitué de galets de rivière jointifs, enfoncés dans une couche de terre).

L'acte notarié est signé par les deux consuls, les onze chefs de famille principalement intéressés, le **lieutenant de juge** (représentant local du seigneur de Séderon) et deux **témoins requis**. Le représentant des trois frères ne signe pas **pour ne le scavoir**.

Le montant total du pavage s'élève à 980 livres mais celui-ci ne sera entrepris qu'après avoir obtenu l'autorisation de l'Intendant de Provence qui, en application de l'arrêt de vérification du 16 février 1715 (**Arrest du Conseil d'Etat du Roy pour la vérification des dettes de la Communauté de Séderon, viguerie de Sisteron**), doit prévenir un déséquilibre du budget de la Communauté afin d'éviter un surendettement gênant pour la levée des impôts royaux.

D'après le plan du village inclus dans le cadastre napoléonien dressé 25 ans plus tard, la largeur des rues est en moyenne de 4 m et le montant total des travaux permet d'estimer la vitesse d'avancement du pavage à environ 13 m de rue par semaine.

Les rues du village de Séderon, qui jusqu'alors devaient s'apparenter à des chemins de terre, pourront entrer dans l'ère nouvelle de la Révolution avec un pavage tout neuf.

Pierre MATHONNET